



# Revue de presse



Lundi 20 Janvier 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Timimoun: ouverture d'une nouvelle agence de la Banque extérieure d'Algérie

Une nouvelle agence de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) a été inaugurée dimanche dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre du déploiement du réseau de cette institution bancaire, a-t-on appris des services de la wilaya.



## Selon son dernier Rapport «Global Economic Prospects» : La BM Toujours élogieuse envers l'Algérie

L'Algérie maintient une trajectoire de croissance solide, malgré un environnement économique mondial incertain, selon le dernier rapport de la Banque mondiale, «Global Economic Prospects». Avec des performances supérieures à la moyenne mondiale, le pays démontre sa capacité à s'adapter et à innover dans un contexte en mutation.



## **Ouverture du capital de la BDL : C'est parti !**

Début de souscription fixé entre le 20 janvier et le 20 février

Jusqu'à la journée d'hier, et juste après l'obtention du visa le 31 décembre 2024, attestant la pertinence et la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs, des rencontres d'information et de sensibilisation au profit des opérateurs économiques et des investisseurs de plusieurs régions du pays, ont été organisées, a indiqué Mebarak Mohamed, DG adjoint, chargé du volet commercial de la BDL, joint par nos soins.



## **La BDL lance sa 1e cotation en Bourse**

La BDL lance sa 1e cotation en Bourse. Le marché financier est en pleine transformation en Algérie.

Emboitant le pas au Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de développement Local (BDL) entre aujourd'hui dans le grand bain de la bourse. Elle lancera sa première cotation aujourd'hui. L'ouverture de capital de la banque sera, ainsi, effective avec la mise en vente de 44,2 millions d'actions au prix unitaire de 1.400 DA, selon les explications président de la Commission d'Organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) de Youcef Bouzenada.



## **ABDENOUR HOUAOUI, ÉCONOMISTE EN MARCHÉ FINANCIER**

### **«Il existe un important gisement d'épargne à drainer»**

Abdenour Houaoui, économiste en marché financier, affirme qu'«il existe un important gisement d'épargne à drainer».

Dans cet entretien, Abdenour Houaoui, économiste spécialiste en marché financier, évoque les défis majeurs auxquels fait face le marché boursier local, notamment la faible liquidité, le nombre restreint d'entreprises cotées et la nécessité d'adopter des réformes structurelles.



## Fiscalité

### 2873 milliards de dinars collectés en 2024

La DGI assure 70% des collectes et des recouvrements des recettes fiscales hors hydrocarbures.

Le recouvrement des recettes fiscales effectué par la direction générale des impôts (DGI), jusqu'au 30 novembre 2024, a atteint les 2.873,7 milliards de dinars, représentant une croissance de 5,5%, comparativement à la même période de l'année 2023. La déclaration est de la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, qui était l'invitée du «Morning» d'Echourouk News, une émission matinale d'information générale, où elle a abordé nombre de sujets en relation avec l'actualité dans le secteur.



## Nadir Larbaoui reçoit l'ambassadeur de L'Union européenne en Algérie

### L'Accord d'association au cœur des discussions

La commission technique bilatérale se réunira prochainement pour discuter des relations commerciales.

La coopération entre l'Algérie et l'Union européenne a figuré, hier, au menu d'un entretien entre le Premier ministre Nadir Larbaoui et l'ambassadeur de l'Union européenne à Alger, Diego Miado Pascua. Reçu au Palais du gouvernement, le diplomate européen a examiné avec le Premier ministre « les aspects de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne », rapporte un communiqué du Premier ministre, quelques jours après une réunion spéciale présidée par le chef de l'État, dont l'objet était l'accord d'association Algérie-UE.

## « L'Algérie s'est lancée dans une dynamique de développement pionnière et il est temps que la culture en soit le couronnement »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce dimanche 19 janvier, l'ouverture des Assises nationales du cinéma au Centre international des conférences Abdellatif Rahal (Alger).

« L'Algérie s'est lancée dans une dynamique de développement pionnière, et il est temps que la culture en soit le couronnement », a déclaré le président de la République dans une allocution prononcée à cette occasion.



## Taux de change officiel : L'Euro repart à la hausse

Les cotations commerciales de la banque d'Algérie, valables indiquent que la monnaie européenne repart à la hausse et affiche un taux d'achat de 139,67 dinars et à un taux de vente de 139,70 dinars. Le dollar américain, lui, s'établit à 135.79 dinars à l'achat et 135. 80 dinars à la vente.

Au square port-Saïd, l'euro, affichant une relative baisse, s'échange à 248 dinars à l'achat et 250 dinars à la vente. Le billet vert, lui aussi, est sur une tendance baissière se situant à 240 dinars à l'achat et 242 dinars à la vente.



## Prorogation du délai de la déclaration définitive de l'IFU

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé la prorogation du délai de souscription de la déclaration définitive de l'Impôt forfaitaire unique (IFU) de l'exercice 2024 jusqu'au 30 janvier 2025.

«La DGI porte à la connaissance des contribuables soumis à l'Impôt forfaitaire unique que le délai de souscription de la déclaration définitive (G12 Bis) du chiffre d'affaires ou des recettes professionnelles est prorogé jusqu'au 30 janvier 2025, et ce pour garantir la satisfaction des obligations fiscales dans les meilleures conditions», a-t-elle précisé.



## **Marché gazier 2025 : l'Algérie dans le top 5 des pays à suivre**

L'amont gazier se prépare à une année riche en opportunités et en défis, selon le dernier rapport du cabinet britannique « Wood Mackenzie », qui place l'Algérie dans le top 5 des marchés à surveiller cette année dans la région MENA. Selon la même source, l'appel d'offres lancé par l'Algérie « Bid Round 2024 » devrait attirer l'intérêt de grands acteurs du marché international, européens en particulier.



## **Des perspectives économiques prometteuses dans un changement mondial décisif**

D'après l'expert en énergie et en économie, Mehmah Bouziane, « Sur la base des perspectives géo-économiques et de la sécurité géographique, nous nous appuyons sur une perspective géopolitique globale comme concept central intégrant plusieurs aspects et éléments interdépendants, En particulier, celles qui sont axées sur la sécurité nationale et économique, qui sont des questions à caractères sociales et environnementales, ainsi que la gouvernance et les ressources naturelles.



## **L'économie nationale maintient sa dynamique**

En dépit des incertitudes qui pèsent encore sur l'économie mondiale, l'Algérie maintiendra sa croissance pour les deux années à venir. En effet, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (janvier 2025), l'Algérie, qui a enregistré un taux de croissance estimé à 3,1 % en 2024, devrait connaître une augmentation de 0,3 % en 2025 pour s'établir à 3,4 %, soit le même niveau de prévision de croissance pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, avec la perspective d'atteindre 3,3% en 2026.

## التقرير الاقتصادي العربي الموحد يقدم مؤشرات إيجابية عن الاقتصاد الجزائري

حمل التقرير الاقتصادي العربي الموحد لصندوق النقد العربي في إصداره الأخير، عدة مؤشرات إيجابية عن الاقتصاد الجزائري على المستويين الكلي والقطاعي، حيث صنّفت الجزائر ضمن أهم الاقتصادات العربية في عدة مجالات.

وحملت الوثيقة السنوية، والتي حللت الوضع الاقتصادي للدول العربية في العام 2023، أهم المؤشرات التي طبعت اقتصادات الدول العربية ومن بينها الجزائر، التي سجلت - وفقا للتقرير - النسبة القصوى عربيا من حيث متوسط معدل الاستثمار مقارنة بالنتائج المحلي الإجمالي بالأسعار الجارية، بحوالي 37% في حين قدر المعدل الإجمالي للدول العربية 25%. كما كانت الجزائر ضمن ثلاثة بلدان عربية فقط شهدت ارتفاعا في الدعم الحكومي للمواد الغذائية، بينما انخفض في غالبية باقي دول المنطقة.



## بدعم المجموعة البنكية

### إنجاز مساكن عدل 3 في الأجل المحددة وبالمعايير المطلوبة

طمأن البنك الوطني للإسكان، المكتتبين في سكنات "عدل 3"، أنه سيوفّر المرافقة المالية اللازمة لاستكمال إنجاز السكنات في الوقت المناسب وبالجودة المطلوبة.

وكشف البنك الوطني للإسكان، في بيان له، أنه "أتم اتفاقيات التمويل لمشروع عدل 3 وهو برنامج استراتيجي يتضمن إنجاز 200.000 وحدة سكنية مهيأة مخصصة بنظام البيع بالإيجار". وأضاف أن "هذا التمويل الذي تم هيكلته على شكل قرض مشترك، يحظى بدعم مجموعة من البنوك العمومية، وسيتمكن من تلبية احتياجات السكن لعدد كبير من العائلات الجزائرية".



## الوزير الأول يستقبل سفير الاتحاد الأوروبي.. وهذا ما دار بينهما

استقبل الوزير الأول نذير العرابوي يوم الأحد بقصر الحكومة، سفير الاتحاد الأوروبي لدى الجزائر ديبغو ميادو باسكوا. وشكل اللقاء، حسب ما ذكره بيان للوزارة الأولى، فرصة لـ"استعراض أوجه التعاون بين الجزائر والاتحاد الأوروبي، وتقييم واقع وآفاق العلاقات الثنائية، في ضوء اتفاق الشراكة الجزائرية الأوروبية".

“مع التأكيد على الطابع الإستراتيجي للعلاقات بين الجانبين، والتزامهما المشترك بالعمل سويا من أجل ارساء شراكة شاملة ومتنوعة، تتميز بزخم وديناميكيات جديدة، وفق مقاربة متوازنة تضمن مصالح الطرفين”، يضيف البيان.



COMMENTAIRE

## L'Algérie et l'UE en quête de renouveau

Par Cherif Lahdiri

L'Algérie et l'Union européenne (UE) s'apprentent à réviser l'Accord d'association qui les lie depuis deux décennies. La révision de cet accord est rendue nécessaire par une conjoncture géopolitique qui a énormément changé. L'Algérie a diversifié ses relations économiques, ce qui a produit une compétition entre les grands acteurs internationaux qui souhaitent entretenir des relations économiques privilégiées et mutuellement bénéfiques. L'UE fait face à la compétitivité accrue de la Chine, de la Russie et d'autres partenaires qui entretiennent des liens économiques de plus en plus intenses avec l'Algérie qui axe désormais sa politique de partenariat sur un rapport d'égal à égal, un respect mutuel des intérêts légitimes de chaque partie, selon une logique d'équité. Les accords économiques devront ainsi être équilibrés. C'est dans ce contexte qu'intervient ce projet de révision de cet Accord d'association. Pour l'Algérie, il s'agit d'abord de trouver des solutions aux obstacles pour ne pas freiner ses exportations et endiguer le déséquilibre commercial qui est à son désavantage. Le ministre d'Etat, des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a révélé, il y a quelques jours, que les échanges commerciaux entre l'UE et l'Algérie ont atteint 1000 milliards de dollars jusqu'en 2023. Il a également mentionné que les investissements de l'UE en Algérie ne dépassaient pas 13 milliards de dollars, dont 12 milliards s'ont été rapatriés sous forme de dividendes durant la période 2008-2023. Ensuite, l'Algérie souhaite réexaminer les critères fixant les règles d'origine des produits objet des échanges pour faciliter l'accès au marché européen. Nos entreprises plaident pour un assouplissement des règles d'origine et des normes qui entravent leurs exportations vers l'UE. Les entreprises locales aspirent à une protection des industries naissantes en réclamant des mesures pour renforcer leur position face à la concurrence internationale. Les discussions porteront également sur les normes sanitaires et phytosanitaires qui affectent les exportations algériennes. Au chapitre des investissements, l'Algérie souhaite réévaluer les conditions et encourager les flux de capitaux européens vers le pays. Les entreprises algériennes souhaitent aussi un cadre qui favorise un meilleur accès aux technologies, espérant accéder à de nouveaux savoir-faire pour améliorer leur compétitivité sur le marché international.

Les nouvelles réglementations de l'UE, à l'image du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), pourraient affecter dès 2026 certaines exportations algériennes, en imposant des taxes supplémentaires sur par exemple l'acier, le ciment ou encore les engrais. Cette préoccupation appelle la nécessité d'une révision de l'accord pour mieux protéger les intérêts algériens. La taxe carbone affectera la compétitivité des entreprises algériennes sur le marché international. L'Accord d'association entre l'UE et l'Algérie ne prévoit pas de quotas restrictifs spécifiques pour les exportations d'acier algériennes. Toutefois, certains produits peuvent être soumis à des contingents tarifaires, ce qui peut influencer les volumes exportés. Cet accord est soumis à des mesures de sauvegarde de l'UE, qui peuvent inclure des quotas pour certaines catégories de produits sidérurgiques afin de protéger le marché européen contre les importations. Ce qui n'arrange pas l'Algérie qui se positionne comme un acteur émergent dans l'exportation d'acier et de produits sidérurgiques.



## OUVERTURE D'UNE NOUVELLE AGENCE DE LA BEA À TIMIMOUN

Une nouvelle agence de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) a été inaugurée hier dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre du déploiement du réseau de cette institution bancaire, a-t-on appris des services de la wilaya. Intervenant lors de l'inauguration de cette agence, le wali de Timimoun, Benamar Souana, a mis en avant l'importance que revêt le déploiement de ce type de structures, représentant un plus pour la région dans le rapprochement des prestations bancaires des clients, que ce soit les entreprises ou les particuliers. Cette nouvelle structure devra impulser la dynamique de développement dans la région, à travers le financement de projets d'investissement et l'octroi de crédits de consommation ou immobiliers, a indiqué le chef de l'exécutif de wilaya. Le directeur général de la BEA, Houari Rahali, a affirmé, pour sa part, que l'ouverture de cette agence s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau de la BEA, en plus d'assurer des prestations de proximité de qualité, d'accompagner les projets économiques, dans les différents domaines, à l'instar des secteurs de l'énergie, l'agriculture et le tourisme au niveau de la wilaya.

**DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS**

# Le taux de recouvrement atteint 70%

*La directrice générale des Impôts, Amel Abdellatif, a annoncé la mise en place d'un portail électronique pour l'acquisition de la vignette automobile, dont la vente sera lancée le 1<sup>er</sup> mars prochain.*

**Karim Aimeur – Alger (Le Soir) –** Cette année, les automobilistes ne seront pas dans l'obligation de se déplacer dans les services des impôts ou les bureaux de poste pour acquérir la vignette automobile. Celle-ci sera accessible à distance (vente en ligne), à travers un portail numérique, a annoncé, hier, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, lors de son passage dans une émission de la chaîne Echorouk TV. La vignette automobile sera mise en vente à partir du 1<sup>er</sup> mars prochain et l'opération durera, comme chaque année, jusqu'à la fin du mois.

«Avec la vente électronique, l'affichage de la vignette sur le pare-brise du véhicule ne sera plus obligatoire et en cas de contrôle des services habilités, il suffit de montrer la copie du document imprimé», a précisé la responsable de la DGI. «Il y a des mécanismes de contrôle

qui visent à empêcher la falsification de la vignette», a-t-elle fait savoir.

D'autre part, M<sup>me</sup> Abdellatif a affirmé que le taux de recouvrement de la fiscalité hors hydrocarbures jusqu'au 30 novembre 2024 par la Direction générale des Impôts a atteint 70%. Le montant s'élève à 2 837,7 milliards de dinars, ce qui représente une hausse de 5,5% par rapport à la même période de 2023, selon elle.

La DG des Impôts s'est exprimée, en outre, sur les dispositions de la loi de finances 2025 qui prolonge l'exonération temporaire de la TVA jusqu'au 31 décembre prochain. La DGI avait déjà rappelé les principales dispositions fiscales contenues dans la loi de finances pour l'année 2025 (LF 2025), visant principalement à renforcer le pouvoir d'achat et encourager les investissements économiques.

Dans le volet relatif à la protection du pouvoir d'achat, la LF 2025 a prévu, notamment l'exonération temporaire de la TVA jusqu'au 31 décembre prochain et l'application du taux réduit des droits de douane de 5% sur les opérations d'importation de viandes blanches congelées. La loi de finances a également reconduit l'exonération de la TVA des opérations d'importation et de vente de légumes

secs et de riz, de vente des fruits et légumes frais, des œufs, du poulet de chair et de la dinde, produits localement.

En outre, il est prévu de prolonger le décal accordé aux importateurs/transformateurs d'huile brute de soja pour entamer le processus de production de cette matière première, d'exonérer de la TVA et de la taxe intérieure de consommation, et d'appliquer un taux réduit des droits de douane, sur l'importation de café jusqu'au 31 décembre 2025. Afin de stimuler l'activité économique dans les wilayas du Grand Sud, la loi de finances prolonge pour cinq ans la réduction de 50% de l'impôt sur l'IRG et l'IBS applicables aux revenus générés par les activités exercées par des personnes physiques et des sociétés, qui sont fiscalement domiciliées et établies de manière permanente dans les wilayas concernées.

Dans le cadre de la relance de l'activité touristique, la loi prévoit la prolongation du taux réduit de la TVA de 9% sur les services liés aux activités touristiques, hôtelières, thermales, de restauration touristique classée, de voyage et de location de véhicules de transport touristique et ce, jusqu'au 31 décembre 2027.

K. A.

## INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE DES HYDROCARBURES EN AFRIQUE

# L'Algérie, un rôle central

*L'industrie des hydrocarbures en Afrique connaît une croissance remarquable, avec des investissements prévus pour atteindre un record de 54 milliards de dollars à la fin de la décennie, selon le rapport "The State of African Energy" de la Chambre africaine de l'énergie (AEC). Un boom que l'Afrique doit à certains pays, au premier rang desquels, sans surprise, figure l'Algérie.*

Lors d'une visite en Algérie, durant l'été 2023, des hauts responsables de l'African Energy Chamber n'avaient pas manqué, entre autres, de souligner que la compagnie nationale algérienne «cherche à attirer de nouveaux acteurs sur le marché algérien de l'exploration et de la production tout en développant ses propres investissements dans l'ensemble du secteur énergétique africain». L'Algérie bénéficie, en effet, d'une forte présence d'acteurs étrangers parmi les plus importants du monde en attendant les prochains mois et dans des délais à moyen terme qui devraient voir de nombreuses compagnies s'impliquer directement dans la prospection et la production d'hydrocarbures, tandis que la compagnie nationale s'emploie à élargir son empreinte à fort potentiel en Afrique, cherchant à accroître ses investissements sur les marchés matures et émergents d'Afrique.

En d'autres termes, Sonatrach s'engage à investir dans l'avenir énergétique de l'Afrique et s'efforce de faciliter le capital, l'expertise et le personnel local sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, dans le but de faire de la pauvreté énergétique une histoire ancienne d'ici 2030. C'est ce que relévit déjà l'AEC en 2023 lorsqu'elle affirmait que «en tant qu'acteur de l'exploration et de la production (E&P), Sonatrach représente déjà un partenaire de choix pour les pays africains riches en ressources. La société a des intérêts sur des marchés tels que la Libye (blocs 65 et 95/96), le Niger (bloc Kafra), le Nigeria (projet de pipeline), la Tunisie (blocs Kabouda, Hmra et Nord des Chotts), le Mali (bloc 20) et la Mauritanie (blocs Ta29 et Ta1), mais elle envisage d'ac-

croître considérablement cet investissement. Qu'il s'agisse de savoir-faire technique, de connaissances réglementaires ou de services pétroliers et gaziers, Sonatrach contribue à faire progresser les développements énergétiques sur le continent par le biais de partenariats et de collaborations». A ce titre, les derniers développements de l'implication de Sonatrach avec la compagnie nationale du Niger, la Sonides, pour la construction d'une raffinerie et d'une usine pétrochimique, sont juste venus donner un peu plus d'épaisseur à l'engagement de la Sonatrach sur le continent, moins de deux mois après une mission hautement fructueuse en Côte d'Ivoire où elle a été invitée au Salon international des ressources extractives et énergétiques (Sirex) d'Abidjan. Un rendez-vous lors duquel le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a esquisé les contours d'une future collaboration avec Petroci Holding, la compagnie ivoirienne. Rencontre qui, selon les propos de la presse ivoirienne, marque une étape significative dans le rapprochement énergétique entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire. Idem pour le Sénégal, nouveau pays producteur de pétrole et de gaz, dont le ministre des Forces armées, Brim Diop, a tout récemment affirmé «la nécessité d'élargir notre relation avec l'Algérie aux hydrocarbures, parce que le Sénégal est maintenant un pays producteur de pétrole, mais également de gaz. Et l'expérience algérienne est d'une très grande utilité».

C'est un rôle central que joue Sonatrach dans la perspective de l'intégration des pays du continent dans la chaîne de valeur énergétique africaine, comme le souligne le tout dernier rap-



L'industrie des hydrocarbures en Afrique connaît une croissance remarquable.

port de l'AEC, «The State of African Energy», dans lequel est mise en évidence l'implication de l'Algérie dans la relance des investissements énergétiques sur le continent. En effet, en Afrique du Nord, l'Algérie, aux côtés de la Libye et de l'Égypte, représente environ 35% des dépenses régionales.

Leader en forage terrestre, la région contribue à plus de 70% des forages de puits dans cette partie du continent, un chiffre attendu à 80% d'ici 2030 et à elle seule, la compagnie nationale Sonatrach compte investir dans les activités en amont notamment une cinquantaine de milliards de dollars entre 2024 et 2026. Les hydrocarbures liquides restent dominants, mais le gaz naturel, qui devrait représenter plus de 40% des dépenses d'ici la fin de la décen-

nie, gagne en importance. Entre autres chiffres clés avancés par l'AEC, le rapport fait état d'une augmentation des investissements de 23% entre 2023 et 2024, passant de 36,5 milliards à 47 milliards de dollars. Les projets onshore, moins coûteux, devraient représenter 56% des dépenses d'investissement d'ici 2030. Quant aux perspectives, avec des découvertes stratégiques et une diversification accrue, notamment vers le gaz naturel, l'Afrique se positionne comme un acteur incontournable de l'industrie énergétique mondiale. L'Algérie et les autres régions africaines poursuivent leur dynamisme pour relever les défis d'une décennie prometteuse, estime la Chambre africaine de l'énergie.

Azedine Maktour



principalement sur la digitalisation, l'innovation financière et la gouvernance.

Le document explicatif mis à disposition précise que la banque prévoit l'émission de 44 200 000 actions pour souscription, chacune ayant une valeur nominale de 1 000 DA. Le prix d'émission des actions a été fixé à 1 400 DA, avec une décote de 146,39 DA sur une valeur d'action de 1 546,39 DA. Le montant total de l'augmentation de capital de la Banque de développement local (BDL) s'élève à 61 880 000 000 DA, et la répartition des actions est définie en trois segments distincts.

Le segment «A» est réservé aux personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, qui représente 40% du total des actions mises en vente, soit 17 680 000 actions. Le seuil minimal d'achat dans ce segment est fixé à 10 actions, offrant ainsi une opportunité accessible à un large public de citoyens souhaitant devenir actionnaires de la banque.

Le segment «B» cible, quant à lui, les investisseurs professionnels, institutionnels et qualifiés, il représente 30% des actions, soit 13 260 000 actions. Le seuil minimal d'achat est fixé à 1 000 actions, visant à attirer des acteurs stratégiques capables de contribuer de manière significative à l'investissement et à la croissance de la banque.

Enfin, le segment «C» est dédié aux personnes morales de droit algérien, représentant également 30% des actions, soit 13 260 000 actions. Le seuil minimal d'achat est de 500 actions, permettant ainsi aux entreprises locales de participer activement à l'augmentation du capital de la banque et de soutenir son développement.

**Nabil B.**

## INVESTIR DANS LA BDL

### Les conditions pour chaque segment d'achat

**LA BIBLIOTHÈQUE** principale de la lecture publique de Médéa a abrité hier une journée d'information sur l'opération d'Appel public à l'épargne lancée par la Banque de développement local (BDL). Cet événement s'est tenu sous la supervision du wali de Médéa, en présence de responsables centraux de la banque, du directeur général de la Bourse d'Alger, de représentants du secteur financier et de nombreux opérateurs économiques. La rencontre a eu lieu la veille du lancement officiel de l'opération d'Appel public à l'épargne, qui débutera à partir de la wilaya de Médéa. Il s'agit d'une opération de vente des actions de la BDL aux citoyens, une étape importante dans sa stratégie de modernisation et de soutien à la croissance économique du pays. Lazhar Rahmani, directeur central à la BDL, a précisé que l'ouverture du capital de la BDL revêtait une importance historique, tout en indiquant que 44 200 000 actions seraient mises en vente, permettant à la banque d'augmenter son capital et de réaliser des opérations d'investissement. «Cette opération est une véritable contribution au développement économique du pays. Chaque citoyen peut désormais devenir actionnaire dans le capital de la Banque de développement local», a-t-il ajouté. Il a également souligné que le choix de la wilaya de Médéa n'était pas fortuit et que cette rencontre avait pour objectif de sensibiliser les citoyens à l'importance de cette initiative. En marge de la rencontre, il a été expliqué que l'ouverture du capital de la BDL faisait partie des réformes structurelles mises en place dans le secteur financier, conformément aux directives des autorités publiques et aux réformes inscrites dans la loi monétaire et bancaire, ainsi que dans la loi de finances de 2025. Ces réformes portent

## 2 837,7 milliards DA de recettes fiscales engrangées en 2024

19/01/2025 2 min read



Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 5,5 % au 30 novembre 2024. Elles sont passées de 1 689 milliards DA durant la même période en 2023 à 2 837,7 milliards DA, a annoncé la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif. Elle a précisé que le recouvrement des impôts par la DGI représente 70 % de la fiscalité hors hydrocarbures.

Dans une déclaration à une chaîne de télévision, Mme Abdellatif a attribué cette augmentation des recettes à plusieurs facteurs, principalement la relance de l'activité économique et l'augmentation de la consommation. Elle a souligné que les mesures prises par le gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat ont eu un impact positif sur la consommation.

Elle a également mentionné une hausse des recettes liées à l'IRG (Impôt sur le Revenu Global) ainsi qu'aux taxes foncières et immobilières, résultats des différentes réformes et mesures mises en œuvre depuis 2021.

En ce qui concerne les recettes des hydrocarbures, la directrice a déclaré qu'elles ont atteint 3 567 milliards DA. Toutefois, ces recettes n'ont pas connu d'augmentation par rapport à 2023, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole sur les marchés internationaux. Elle a ainsi recommandé de renforcer la fiscalité ordinaire, affirmant que chaque citoyen doit contribuer au budget de l'État.

Vente de la vignette automobile en ligne dès mars prochain

---

Concernant la vignette automobile, Mme Abdellatif a annoncé le lancement de sa vente via un portail électronique à partir du 1er mars 2025. Elle a précisé que les recettes de la vignette ont progressé, passant de 8,6 milliards à 8,7 milliards DA jusqu'en novembre 2024. De plus, entre le 1er et le 18 janvier 2025, un montant de 78 millions DA a été collecté, correspondant à la vente de 29 924 vignettes.

#### Prolongation de l'exonération de la TVA sur certains produits alimentaires

Mme Abdellatif a également révélé que la loi de finances 2025 prévoit la prolongation de l'exonération temporaire de la TVA jusqu'au 31 décembre 2025 pour certains produits alimentaires de base, tels que les légumes secs, le riz, les fruits et légumes, les œufs et les viandes blanches locales. Elle a précisé : « La suppression de la TVA est une mesure en vigueur depuis 2024 et maintenue en 2025, visant à stabiliser les prix. »

Par Sirine R.

## ممثل المؤسسة المصرفية يؤكد من المديّة عملية فتح رأسمال البنك تدرج في إطار عصنة القطاع المالي والنقدي

• أكد، أمس، ممثل بنك التنمية المحلية بولاية المديّة أن عملية فتح رأسمال البنك تدرج في إطار عصنة القطاع المالي والنقدي، ما يوفر للمستثمرين الوطنيين فرصة المشاركة في مسار العصنة وتحسين خدمات هذه المؤسسة المصرفية. وأوضح ذات المسؤول، على هامش لقاء ترويجي خاص بهذه العملية أشرف على افتتاحه والي الولاية واحتضنته قاعة الجاهرات بالمكتبة المركزية و بحضور فاعلين اقتصاديين، أن "فتح رأس مال بنك التنمية المحلية، الذي سيدخل حيز التنفيذ، جاء استجابة لتوجيهات السلطات العمومية، التي تنص على تنفيذ إصلاحات هيكلية في قطاع المالية، وفقا للقانون النقدي والمصرفي وقانون المالية لسنة 2025، والتي تتمحور أساسا حول الرقمنة والابتكار المالي والحوكمة". وتهدف العملية التي تتمثل في بيع 44.2 مليون سهم جديد تمثل 30 بالمائة من رأسمال هذا البنك أيضا إلى "تعزيز الائتمان وتوسيع رقعة الشمول المالي في الجزائر لتحقيق التطور المستدام والشامل، كما تأتي العملية أيضا في صلب هذه الجهود الرامية إلى النهوض بالقطاع المصرفي الجزائري، وجعل البنوك فاعلا رئيسيا في تمويل الاقتصاد الوطني، ما يعزز المكانة المالية للبنك ويجعل منها داعما أساسيا لحرارة رؤوس الأموال". وستتيح هذه الخطوة تعزيز المكانة المالية لبنك التنمية المحلية، ما يمكنه من تمويل المزيد من المشاريع المملوحة.

ط عبدالكريم



في إطار تعزيز شبكة هذه المؤسسة المالية عبر الوطن:

## افتتاح وكالة جديدة لبنك الجزائر الخارجي بتيميمون

تدعمت شبكة بنك الجزائر الخارجي، أمس الأحد، بوكالة جديدة بتيميمون، حسبما علم من مصالح الولاية. ولدى إشرافه على مراسم التدشين، أبرز الوالي، سونة بن عمر، أهمية افتتاح هذا المرفق العمومي، مشيراً إلى أنه يشكل "إضافة متميزة" للولاية، من خلال المساهمة في تقريب الخدمات البنكية والمصرفية من المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين. وأضاف بن عمر أن استحداث هذا المرفق الهام "ينعكس إيجاباً" على الحركة التنموية بالولاية، لاسيما من خلال تمويل المشاريع الاستثمارية وتوفير القروض سواء الاستهلاكية أو العقارية.

من جهته، أوضح المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، الهواري رحالي، أن افتتاح هذه الوكالة الجديدة الذي يندرج في إطار تعزيز شبكة البنك عبر الوطن، يهدف إلى "توفير خدمات بنكية جوارية ذات جودة ومراقبة المشاريع الاقتصادية على مستوى هذه الجماعة المحلية في شتى المجالات، على غرار الطاقة والزراعة والسياحة". وبهذه المناسبة، أعرب عديد المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين عن ارتياحهم لافتتاح هذا المرفق الذي يعكس، حسبهم، إرادة الدولة في دفع الحركة التنموية والاقتصادية بالولايات الجديدة.

- ق. و



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger